

LA LETTRE DE L'ESPER N°24 – Janvier 2013



EDITORIAL

Par Roland Berthilier, Président

2013 : une année exigeante !

La crise économique et sociale qui touche notre pays oblige certes nos gouvernants, mais oblige également les structures de l'ESS à être force de proposition, moteur du redressement économique, un exemple de dialogue social et de démocratie.

Si 2012 a connu un changement de majorité politique, il n'en reste pas moins que tout reste à faire en 2013. Premier exemple, la loi d'orientation et de programmation pour l'École dessine aujourd'hui ses premiers contours. En 2013, les premiers actes de la loi doivent être mis en œuvre. Plus qu'une loi d'orientation, c'est également une loi de programmation, nommée « refondation de l'École de la République » par le ministre. Cette refondation que nous appelons de nos vœux doit pouvoir vivre partout, dans chaque établissement scolaire. Les associations, mutuelles, coopératives et syndicats que nous sommes font partie des principaux acteurs de cette Refondation. Il nous appartient de promouvoir et faire vivre notre idée d'une École publique laïque et gratuite, une école juste et coopérative. Il faut donc s'emparer de cette refondation au risque qu'elle ne se transforme en une énième loi pour l'École.

Les organisations membre de L'ESPER plaident en faveur d'une École non soumise à la concurrence et au chacun pour soi. L'ESPER porte haut et fort les valeurs de l'Économie Sociale et Solidaire. 2013 doit aussi être l'année de ce secteur économique à part entière avec l'aboutissement d'une loi de soutien à l'ESS. Annoncée à la rentrée dernière, la loi doit être ambitieuse, porteuse de valeurs, engagée résolument vers le développement d'une économie qui préfère le projet collectif au capital, qui porte la priorité à l'Homme plus qu'au profit. Il s'agit de faire la démonstration par la preuve que l'on peut inventer un modèle économique différent. Un modèle qui prend en compte les aspirations de la population d'un territoire donné, des adhérents ou sociétaires de la structure, en répondant de manière non mercantile à une demande non couverte par le secteur public. C'est également démontrer que l'ESS peut être une économie protectrice et performante et non une économie de la réparation.

Pour porter nos valeurs, pour qu'elles irriguent les jeunes générations, 2013 doit être le point de départ d'actions coordonnées d'éducation à l'économie sociale et solidaire. Nous formons le vœu qu'un accord-cadre en ce sens soit signé très rapidement entre L'ESPER, les ministères de l'ESS et de l'éducation nationale pour concrétiser l'engagement fort exprimé par les deux ministres lors du Salon de l'Éducation le 22 novembre dernier.

L'année 2013 devra aussi être l'année de la poursuite de notre combat pour la laïcité. Mise à mal par les gouvernements précédents, elle est, au-delà de ce qui fixe le combat des organisations membres de L'ESPER, le ciment du vivre ensemble à l'École de la République, de la cohésion de notre pays : la primauté de l'intérêt général sur les intérêts particuliers.

En 2013, soyons exigeants envers les pouvoirs publics, envers nous-même, 2013 est l'année de tous les chantiers, de tous les espoirs, à l'Économie Sociale Partenaire de l'École de la République de faire l'année 2013 !

Très bonne et heureuse année 2013.